CHAMBRE

prise en considération
du rapport

Amendement n° AP

PROJET DE LOI N° 10

**LOI MODIFIANT L'ORGANISATION ET LA GOUVERNANCE
DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX
NOTAMMENT PAR L'ABOLITION DES AGENCES RÉGIONALES**

Amendement

Article 1

Modifier l'article 1 :

Dans le premier alinéa de l'article 1, ajouter les mots suivants après « La présente loi » :

« à caractère transitoire »

*rejeté
CT*

PROJET DE LOI N° 10
LOI MODIFIANT L'ORGANISATION ET LA GOUVERNANCE
DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX
NOTAMMENT PAR L'ABOLITION DES AGENCES RÉGIONALES

CHAMBRE
prise en considération
du rapport
Amendement n° A9

Amendement

Article 4

Modifier l'alinéa 1 de l'article 4 en remplaçant les mots suivants « deuxième et troisième » par les mots suivants :

« deuxième, troisième et quatrième »

Et en ajoutant, après le deuxième alinéa, l'alinéa suivant :

« Pour la région de la Côte-Nord, sont constitués deux centres intégrés de santé et de services sociaux, lesquels sont issus de la fusion de certains établissements publics et, le cas échéant, de l'agence de la santé et des services sociaux, tel que prévu à cette annexe. »

*rezité
ct*

PROJET DE LOI N° 10

LOI MODIFIANT L'ORGANISATION ET LA GOUVERNANCE
DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX
NOTAMMENT PAR L'ABOLITION DES AGENCES RÉGIONALES

CHAMBRE
prise en considération
du rapport
Amendement n° Ar

Amendement

Article 4

Modifier l'alinéa 1 de l'article 4 en ajoutant, après les mots « de la région » les mots suivants :

« , à l'exception des centres jeunesse, »

*révisé
et*

PROJET DE LOI N° 10

LOI MODIFIANT L'ORGANISATION ET LA GOUVERNANCE
DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX
NOTAMMENT PAR L'ABOLITION DES AGENCES RÉGIONALES

CHAMBRE
prise en considération
du rapport
Amendement n° AS

Amendement

Article 8

Modifier l'article 8 par l'ajout, après le paragraphe 3°, le paragraphe suivant :

« 3.1° une personne désignée par et parmi le conseil des sages-femmes; »

révisé
OK

PROJET DE LOI N° 10
LOI MODIFIANT L'ORGANISATION ET LA GOUVERNANCE
DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX
NOTAMMENT PAR L'ABOLITION DES AGENCES RÉGIONALES

CHAMBRE
prise en considération
du rapport
Amendement n° At

Amendement

Article 11

Modifier l'article 11 tel qu'amendé dans le deuxième alinéa en remplaçant les mots « le ministre » par les mots suivants :

« le gouvernement, sur recommandation du ministre, »

*rejeté
ct*

PROJET DE LOI N° 10

LOI MODIFIANT L'ORGANISATION ET LA GOUVERNANCE
DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX
NOTAMMENT PAR L'ABOLITION DES AGENCES RÉGIONALES

Amendement

Article 16

Remplacer l'article 16 par le suivant :

« 16. Le mandat des membres autres que le président-directeur général est de quatre ans.

Un membre ne peut exercer plus de deux mandats consécutifs.

Les membres demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient désignés ou nommés de nouveau ou remplacés. »

rejeté

PROJET DE LOI N° 10

LOI MODIFIANT L'ORGANISATION ET LA GOUVERNANCE
DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX
NOTAMMENT PAR L'ABOLITION DES AGENCES RÉGIONALES

CHAMBRE
prise en considération
du rapport
Amendement n° AV

Amendement

Article 20

Remplacer l'article 20 par le suivant :

« 20. Tous les deux ans, les membres du conseil d'administration élisent, parmi les membres indépendants, le président et le vice-président et, parmi eux, le secrétaire.

En cas d'absence ou d'empêchement du président, le vice-président du conseil en assure la présidence. »

*rejeté
cf*

PROJET DE LOI N° 10

LOI MODIFIANT L'ORGANISATION ET LA GOUVERNANCE
DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX
NOTAMMENT PAR L'ABOLITION DES AGENCES RÉGIONALES

CHAMBRE
prise en considération
du rapport
Amendement n° AW

Amendement

Article 25

Remplacer l'article 25 par le suivant :

« 25. Le conseil d'administration répartit équitablement, dans le respect des enveloppes allouées par programme-service, les ressources humaines, matérielles et financières mises à sa disposition, en tenant compte des particularités de la population qu'il dessert et s'assure de leur utilisation efficiente. »

rejeté
et

PROJET DE LOI N° 10

LOI MODIFIANT L'ORGANISATION ET LA GOUVERNANCE DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX NOTAMMENT PAR L'ABOLITION DES AGENCES RÉGIONALES

CHAMBRE
prise en considération
du rapport
Amendement n° Ax

Amendement

Article 29

Remplacer l'article 29 par le suivant :

« 29. Le président-directeur général est assisté par un président-directeur général adjoint nommé par le conseil d'administration.

Le président-directeur général et le président-directeur général adjoint doivent provenir du milieu de la santé pour l'un et du milieu des services sociaux pour l'autre, ou posséder une expertise significative complémentaire assurant un équilibre entre le volet médical et le volet social.

En cas d'absence ou d'empêchement du président-directeur général, le président-directeur général adjoint exerce les fonctions et pouvoirs de ce dernier.

La personne qui occupe le poste de président-directeur général adjoint doit exercer des fonctions à temps plein au sein de l'établissement. »

reguete
cf

PROJET DE LOI N° 10

LOI MODIFIANT L'ORGANISATION ET LA GOUVERNANCE
DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX
NOTAMMENT PAR L'ABOLITION DES AGENCES RÉGIONALES

CHAMBRE
prise en considération
du rapport
Amendement n° *Au*

Amendement

Article 34.1

Insérer, après l'article 34 du projet de loi, le suivant :

« 34.1. Le conseil d'administration d'un centre intégré de santé et de services sociaux doit constituer un comité permanent de veille des réseaux locaux de services de santé et de services sociaux de son territoire. Ce comité est composé de représentants de chacun de ces réseaux locaux de services de santé et de services sociaux.

Le conseil d'administration détermine, par règlement, la composition, les fonctions, devoirs et pouvoirs ainsi que les règles de régie interne de ce comité. »

*rezité
et*

CHAMBRE
prise en considération
du rapport
Amendement n° *Az*

PROJET DE LOI N° 10

**LOI MODIFIANT L'ORGANISATION ET LA GOUVERNANCE
DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX
NOTAMMENT PAR L'ABOLITION DES AGENCES RÉGIONALES**

Amendement

Article 43

Supprimer le deuxième alinéa de l'article 43.

*rejeté
CF*

PROJET DE LOI N° 10

LOI MODIFIANT L'ORGANISATION ET LA GOUVERNANCE
DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX
NOTAMMENT PAR L'ABOLITION DES AGENCES RÉGIONALES

CHAMBRE
prise en considération
du rapport
Amendement n° Ba

Amendement

Article 55.1

Insérer, après l'article 55 du projet de loi, le suivant :

« 55.1. Pour chacun des programmes-services, le centre intégré de santé et de services sociaux doit se doter de mécanismes de reddition de comptes permettant de confirmer que les budgets ont été effectivement et complètement alloués au programme-service auquel ils étaient dédiés. »

Rejeté

PROJET DE LOI N° 10

LOI MODIFIANT L'ORGANISATION ET LA GOUVERNANCE
DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX
NOTAMMENT PAR L'ABOLITION DES AGENCES RÉGIONALES

CHAMBRE
prise en considération
du rapport
Amendement n° Bb

Amendement

Article 78

Remplacer l'article 78 par le suivant :

« 78. Le ministre exerce les fonctions d'une agence prévues à l'article 377 de cette loi. »

*rejeté
CF*

PROJET DE LOI N° 10

LOI MODIFIANT L'ORGANISATION ET LA GOUVERNANCE
DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX
NOTAMMENT PAR L'ABOLITION DES AGENCES RÉGIONALES

Amendement

Article 90

Remplacer l'article 90 par le suivant :

« 90. Le ministre établit annuellement des règles budgétaires particulières applicables aux centres intégrés de santé et de services sociaux, aux établissements non fusionnés et aux ressources privées quant à leur gestion.

Ces règles doivent prévoir une comptabilité par programme-service. »

*Rejete
et*

PROJET DE LOI N° 10
LOI MODIFIANT L'ORGANISATION ET LA GOUVERNANCE
DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX
NOTAMMENT PAR L'ABOLITION DES AGENCES RÉGIONALES

CHAMBRE
prise en considération
du rapport
Amendement n° Bd

Amendement

Article 90.1

Insérer, après l'article 90 du projet de loi, le suivant :

« 90.1. Le ministre établit annuellement des règles budgétaires particulières applicables aux centres intégrés de santé et de services sociaux quant à l'octroi des subventions aux organismes communautaires. Ces règles ne dépendent pas des programmes-services. »

*Rejete
cf*

PROJET DE LOI N° 10

LOI MODIFIANT L'ORGANISATION ET LA GOUVERNANCE DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX NOTAMMENT PAR L'ABOLITION DES AGENCES RÉGIONALES

CHAMBRE
prise en considération
du rapport
Amendement n° pe

Amendement

Article 131

Remplacer l'article 131 du projet de loi par le suivant :

« 131. Pour chacun des CSSS fusionnés ou regroupés à l'intérieur d'un centre intégré de santé et de services sociaux, le ministre constitue un comité consultatif chargé de faire des recommandations au C.A. du centre intégré de santé et de services sociaux sur :

- 1° la transition vers le nouveau mode de fonctionnement au sein d'une seule instance décisionnelle;
- 2° le maintien de la desserte de l'ensemble du territoire, l'animation et le développement des réseaux locaux de services de santé et de services sociaux;
- 3° le déploiement et le maintien de l'expertise de toutes les missions, sans égard à leur poids dans le budget du nouvel établissement;
- 4° les moyens à mettre en place pour préserver le caractère local, culturel, historique ou linguistique de cet établissement;
- 5° les activités des fondations du centre intégré de santé et de services sociaux;
- 6° les activités de recherche de l'établissement;
- 7° le plan stratégique et le plan d'action du centre intégré de santé et de services sociaux;
- 8° les grands enjeux touchant le centre intégré de santé et de services sociaux.

Le comité consultatif peut également formuler des recommandations au C.A. centre intégré de santé et de services sociaux sur tout autre sujet qu'il juge pertinent. Le C.A. du centre intégré de santé et de services sociaux doit tenir compte des recommandations qui lui sont faites par le comité consultatif.

La composition des comités consultatifs sera celle des C.A. des CSSS avant leur fusion ou regroupement pour les deux premières années après l'adoption de la présente loi.

Par la suite, le comité est composé de sept membres. Sauf pour le DGA du centre intégré de santé et de services sociaux, tous les autres membres doivent provenir du territoire des CSSS avant leur fusion ou regroupement:

- 1- un directeur général adjoint du centre intégré de santé et de services sociaux
- 2- un représentant des organismes communautaires
- 3- un représentant de la ou des fondation(s)
- 4- un représentant du conseil des infirmiers et des infirmières
- 5- un représentant du comité des usagers
- 6- un représentant du personnel non clinique
- 7- un représentant du personnel clinique
- 8- un représentant des sages-femmes
- 9- un représentant de la population

Le comité se rencontre au minimum quatre fois par année. »

Rejeté

PROJET DE LOI N° 10
LOI MODIFIANT L'ORGANISATION ET LA GOUVERNANCE
DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX
NOTAMMENT PAR L'ABOLITION DES AGENCES RÉGIONALES

CHAMBRE
prise en considération
du rapport
Amendement n° Bf

Amendement

Article 139.1

Modifier le projet de loi par l'ajout, après l'article 139, du suivant :

« 139.1. L'article 234 de cette loi est modifié :

- 1° par l'insertion, dans la première ligne du premier alinéa, après le mot « applicables » de « à un hors-cadre, »;
- 2° par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, du mot « tel » par « hors-cadre ou à un »;
- 3° par l'insertion, dans le deuxième alinéa, après le mot « Un » de « hors-cadre, un ». »

*Rozette
cf*

PROJET DE LOI N° 10

LOI MODIFIANT L'ORGANISATION ET LA GOUVERNANCE
DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX
NOTAMMENT PAR L'ABOLITION DES AGENCES RÉGIONALES

CHAMBRE
prise en considération
du rapport
Amendement n° *Bg*

Amendement

Article 142.1

Modifier le projet de loi par l'ajout, après l'article 142, du suivant :

« LOI CONCERNANT LES UNITÉS DE NÉGOCIATION DANS LE SECTEUR DES AFFAIRES
SOCIALES

142.1. L'article 36 de la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires
sociales est remplacé par le suivant :

« 36. Les stipulations négociées et agréées à l'échelle nationale de la convention collective de
chaque association de salariés accréditée visée au paragraphe 1° de l'article 14, en vigueur le
jour précédant la date d'accréditation de la nouvelle association de salariés, et les arrangements
locaux qui s'y rattachent continuent à s'appliquer à l'égard des salariés visés par ces stipulations
jusqu'à la date qui suit de 30 jours cette date d'accréditation.

Après ce délai, les stipulations négociées et agréées à l'échelle nationale de la convention
collective de l'association nouvellement accréditée s'appliquent à l'ensemble des salariés
représentés par cette association.

Les stipulations négociées et agréées à l'échelle locale ou régionale d'une convention collective
mentionnée au premier alinéa continuent à s'appliquer à l'égard des salariés visés par ces
stipulations jusqu'à la date d'entrée en vigueur des nouvelles stipulations négociées et agréées
à l'échelle locale en application de la présente loi. »

rejeté
ch

PROJET DE LOI N° 10

LOI MODIFIANT L'ORGANISATION ET LA GOUVERNANCE
DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX
NOTAMMENT PAR L'ABOLITION DES AGENCES RÉGIONALES

CHAMBRE
prise en considération
du rapport
Amendement n° Bh

Amendement

Article 144.5

Remplacer l'article 144.5 par le suivant :

« 144.5. Afin de doter le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale d'activités supplémentaires propres à la mission d'un centre hospitalier de soins généraux et spécialisés, le ministre doit, par arrêté publié à la *Gazette officielle du Québec* et au plus tard le 1^{er} octobre 2015, céder à cet établissement les activités exercées par le CHU de Québec qu'il détermine. Les activités cédées, principalement de première et de deuxième ligne, doivent notamment inclure une partie du programme en santé physique, le programme en santé mentale, tant pour les adultes que pour les enfants, incluant les urgences psychiatriques, de même que le programme pour les personnes âgées. De plus, les équipes de liaison de première ligne, couvrant les salles d'urgence et les unités de soins, doivent également faire l'objet de cette cession.

Afin de permettre au Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale d'utiliser les immeubles qui sont propriété du CHU de Québec ou une partie de ceux-ci, l'arrêté peut prévoir les conditions de location d'espaces dans les immeubles de ce dernier.

L'arrêté peut également prévoir la cession des immeubles dans lesquels sont exercées les activités cédées. Dans ce cas, le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale doit, dans les 90 jours suivants la date de la cession, présenter à l'Officier de la publicité des droits une déclaration qui, notamment, relate la cession, fait référence au présent article et à l'arrêté du ministre et contient la désignation des immeubles qui lui ont été cédés.

Le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale assume, à compter de la date de la cession déterminée dans l'arrêté, la responsabilité de toutes les activités du CHU de Québec qui lui sont cédées et toutes les obligations qui en résultent, y compris notamment celles relatives aux baux en vigueur.

À compter de cette date et lorsque les noms des salariés transférés du CHU de Québec et de l'Institut Universitaire de cardiologie et de pneumologie de Québec sont connus, à la suite de l'application de la procédure de supplantation ou de mise à pied prévue aux conventions collectives applicables, les dispositions prévues aux article 12 à 28 de la Loi sur les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales (chapitre U-0.1) s'appliquent en y apportant les adaptations nécessaires au Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale.

Jusqu'à la date de la cession, les décisions prises par le conseil d'administration du CHU de Québec doivent l'être dans le meilleur intérêt de la réalisation de la cession d'activités prévue au présent article.

*registe
CS*

CHAMBRE
prise en considération
du rapport
Amendement n° Bi

Projet de loi n°10

**LOI MODIFIANT L'ORGANISATION ET LA GOUVERNANCE DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET
DES SERVICES SOCIAUX NOTAMMENT PAR L'ABOLITION DES AGENCES RÉGIONALES**

AMENDEMENT

Article 146

Remplacer l'article 146 par le suivant :

Pour l'application des articles 12 à 34 de la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales (chapitre U-0.1), la date de la fusion ou du regroupement d'établissements ou de la cession d'activités faites en application de la présente loi est réputée être la date qui suit de 180 jours celle de la signature des ententes portant sur les stipulations négociées et agréées à l'échelle nationale ayant globalement pour effet qu'au moins 70 % de l'ensemble des salariés du réseau de la santé et des services sociaux sont visés par ces stipulations.

Jusqu'à la décision de la Commission des relations du travail rendue en application du premier alinéa de l'article 25 de cette loi, les parties n'ayant pas conclu de telles ententes, le cas échéant, doivent poursuivre la négociation.

*rejeté
cf*

PROJET DE LOI N° 10

LOI MODIFIANT L'ORGANISATION ET LA GOUVERNANCE
DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX
NOTAMMENT PAR L'ABOLITION DES AGENCES RÉGIONALES

CHAMBRE
prise en considération
du rapport
Amendement n° *Bj*

1/2

Amendement

Articles 148.1 à 148.4

Modifier le projet de loi par l'ajout, après l'article 148, des articles suivants :

« 148.1. Pour la nomination des membres indépendants du premier conseil d'administration d'un CISSS, les présidents des établissements appelés à se fusionner aux fins de la constitution de cet établissement fournissent au ministre, au plus tard le 31 janvier 2015, une liste de 20 noms de membres indépendants élus, nommés ou cooptés au sein de ces établissements en vertu des paragraphes 2^o, 7^o et 8^o de l'article 129 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux.

Cette liste doit être conforme aux dispositions prévues au premier alinéa de l'article 13. De plus, elle doit contenir des noms de personnes présentant des profils de compétence et d'expérience variés provenant des différentes parties du territoire couvert par le CISSS et des différents centres qui seront exploités par ce dernier.

La liste fournie au ministre indique, pour chaque personne proposée, son profil de compétence et d'expérience ainsi que l'établissement où il est administrateur.

148.2. Pour la nomination des membres du premier conseil d'administration d'un CISSS, les listes de noms prévues aux paragraphes 2o à 6o de l'article 8 sont fournies par les conseils, comités et départements existant le (indiquer ici la date de la sanction de la présente loi).

Ces listes doivent être conformes aux dispositions prévues à l'article 13 et être transmises au ministre au plus tard le 31 janvier 2015. Le cas échéant, ces listes doivent indiquer l'établissement où la personne exerce sa profession.

148.3. Pour la nomination des membres du premier conseil d'administration d'un CISSS, la liste de noms prévue au paragraphe 7^o de l'article 8 doit être conforme aux dispositions prévues à l'article 13 et être transmise au ministre au plus tard le 31 janvier 2015.

148.4. Pour la nomination des membres du premier conseil d'administration d'un établissement non-fusionné, le conseil d'administration d'un établissement appelé à devenir un établissement non-fusionné au sens de la présente loi fournit au ministre, au plus tard le 31 janvier 2015 :

1^o une liste de huit personnes choisies parmi les administrateurs élus, nommés ou cooptés au sein de cet établissement en vertu des paragraphes 2^o, 7^o et 8^o de l'article 129 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux. Si le nombre de personnes ainsi proposées est inférieur à huit, la liste doit être complétée pour inclure toute personne répondant aux critères d'indépendance en vertu de l'article 131 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux;

*rejeté
cf*

PROJET DE LOI N° 10

**LOI MODIFIANT L'ORGANISATION ET LA GOUVERNANCE
DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX
NOTAMMENT PAR L'ABOLITION DES AGENCES RÉGIONALES**

CHAMBRE
prise en considération
du rapport
Amendement n° Bj

2/2

2° une liste comprenant le nom d'un membre de son conseil d'administration ayant été désigné en vertu de chacun des alinéas a) b) et c) du paragraphe 6° de l'article 129 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux;

3° une liste comprenant le nom d'un membre de son conseil d'administration ayant été désigné en vertu de chacun des paragraphes 3° et 5° de l'article 129 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux.

Les listes fournies en vertu du premier alinéa doivent assurer une égalité entre les femmes et les hommes au sein du conseil d'administration de l'établissement non-fusionné. Lorsque la différence entre les femmes et les hommes est d'au plus un, l'égalité entre eux est présumée. »

PROJET DE LOI N° 10

LOI MODIFIANT L'ORGANISATION ET LA GOUVERNANCE
DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX
NOTAMMENT PAR L'ABOLITION DES AGENCES RÉGIONALES

CHAMBRE
prise en considération
du rapport
Amendement n° BK

Amendement

Article 149

Modifier le projet de loi en remplaçant l'article 149 par le suivant :

« 149. Au plus tard le 28 février 2015, le gouvernement nomme les membres du premier conseil d'administration d'un CISSS sur recommandation du ministre faite à partir des listes fournies en vertu des articles 148.1 à 148.3 et les membres du premier conseil d'administration d'un établissement non-fusionné selon les listes fournies en vertu de l'article 148.4. »

*Reyter
CK*

PROJET DE LOI N° 10

LOI MODIFIANT L'ORGANISATION ET LA GOUVERNANCE
DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX
NOTAMMENT PAR L'ABOLITION DES AGENCES RÉGIONALES

CHAMBRE
prise en considération
du rapport
Amendement n° BL

Amendement

Articles 149.1 et 149.2

Modifier le projet de loi par l'ajout, après l'article 149, des articles suivants :

« 149.1 Malgré l'article 16, le mandat des premiers administrateurs d'un établissement est d'une durée de deux ans pour les administrateurs suivants :

- 1° quatre membres indépendants, tel que déterminé entre eux lors de la première séance du conseil d'administration ou, à défaut d'entente, par tirage au sort;
- 2° la personne membre du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens;
- 3° la personne membre du conseil multidisciplinaire;
- 4° la personne membre du comité des usagers.

Il n'est pas tenu compte de ce mandat aux fins de l'application du deuxième alinéa de l'article 16. »

149.2. Les membres du premier conseil d'administration nommés en vertu de l'article 149 doivent, avant le 31 mars 2015, se réunir aux fins suivantes :

- 1° nommer le président, le vice-président et le secrétaire du conseil d'administration;
 - 2° établir la durée des mandats des membres indépendants conformément à l'article 149.1;
 - 3° nommer un président-directeur général et un président-directeur général adjoint par intérim dans le cas d'un établissement régional;
 - 4° débiter le processus de nomination du premier président-directeur général et du premier président-directeur général adjoint dans le cas d'un établissement régional.
- Les nominations faites en vertu des paragraphes 1° et 3° prennent effet le 1^{er} avril 2015. »

*Registe
CF*

PROJET DE LOI N° 10

LOI MODIFIANT L'ORGANISATION ET LA GOUVERNANCE
DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX
NOTAMMENT PAR L'ABOLITION DES AGENCES RÉGIONALES

CHAMBRE
prise en considération
du rapport
Amendement n° Bm

Amendement

Article 150

Modifier le projet de loi par le remplacement de l'article 150 par le suivant :

« 150. Le directeur général et le directeur général adjoint d'un établissement appelé à devenir un établissement suprarégional deviennent respectivement, à compter du 1^{er} avril 2015, le président-directeur général et le président-directeur général adjoint de l'établissement suprarégional. Si l'établissement compte plus d'un directeur général adjoint, le conseil d'administration, nomme parmi ceux-ci, celui qui deviendra le président-directeur général adjoint de l'établissement suprarégional. »

*rejeté
cf*

PROJET DE LOI N° 10

LOI MODIFIANT L'ORGANISATION ET LA GOUVERNANCE
DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX
NOTAMMENT PAR L'ABOLITION DES AGENCES RÉGIONALES

CHAMBRE
prise en considération
du rapport
Amendement n° Bn

Amendement

Article 153.1

Remplacer l'article 153.1 par le suivant :

« 153.1. Tout comité des usagers institué en application de l'article 209 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour un établissement fusionné ou regroupé continue d'exister et d'exercer ses responsabilités au sein du centre intégré de santé et de services sociaux issu de la fusion, à l'égard de chacune des installations inscrites au dernier permis de l'établissement fusionné ou regroupé.

Le centre intégré doit accorder à tout comité des usagers dont l'existence est ainsi continuée le budget particulier fixé à cette fin dans son budget de fonctionnement.

Le comité des usagers du centre intégré joue un rôle de coordination par rapport aux comités existants, alors que ces derniers continuent d'exercer leurs responsabilités prévues à l'article 212 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux. »

*regu
et*

PROJET DE LOI N° 10

LOI MODIFIANT L'ORGANISATION ET LA GOUVERNANCE
DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX
NOTAMMENT PAR L'ABOLITION DES AGENCES RÉGIONALES

CHAMBRE
prise en considération
du rapport
Amendement n° Bo

Amendement

Article 161

Modifier le projet de loi par la suppression du deuxième alinéa de l'article 161.

rejeté
CF

PROJET DE LOI N° 10

LOI MODIFIANT L'ORGANISATION ET LA GOUVERNANCE
DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX
NOTAMMENT PAR L'ABOLITION DES AGENCES RÉGIONALES

CHAMBRE
prise en considération
du rapport
Amendement n° Bp

Amendement

Annexe I

Modifier l'annexe I:

Modifier l'annexe I du projet de loi dans la section portant sur la région sociosanitaire de la Montérégie (16) en déplaçant les établissements suivants vers le CISSS de la Montérégie-Centre (Établissement 1) :

« CENTRE DE RÉADAPTATION EN DÉFICIENCE INTELLECTUELLE ET EN TROUBLES ENVAHISSANTS DU DÉVELOPPEMENT DE LA MONTÉRÉGIE-EST

CENTRE MONTÉRÉGIEN DE RÉADAPTATION

CENTRE DE RÉADAPTATION EN DÉPENDANCE LE VIRAGE

CENTRE JEUNESSE DE LA MONTÉRÉGIE »

*révisé
CF*

Projet de loi n° 10

**LOI MODIFIANT L'ORGANISATION ET LA GOUVERNANCE DU RÉSEAU DE
LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX NOTAMMENT PAR L'ABOLITION
DES AGENCES RÉGIONALES**

CHAMBRE
prise en considération
du rapport
Amendement n° B9

AMENDEMENT

Article 4

Modifier l'article 4 :

Modifier l'article 4 du projet de loi en ajoutant, après l'alinéa 3, l'alinéa suivant :

« Pour la région de la Mauricie-Centre-du-Québec, sont constitués deux centres intégrés de santé et de services sociaux, lesquels sont issus de la fusion de certains établissements publics et, le cas échéant, de l'agence de la santé et des services sociaux, tel que prévu à cette annexe.
»

***Note :**

L'annexe 1 du projet de loi devra aussi être modifiée pour tenir compte de cet amendement.

*rejeté
cf*

Projet de loi n° 10

**LOI MODIFIANT L'ORGANISATION ET LA GOUVERNANCE DU RÉSEAU DE
LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX NOTAMMENT PAR L'ABOLITION
DES AGENCES RÉGIONALES**

AMENDEMENT

Article 4

Modifier l'article 4 :

Modifier l'article 4 du projet de loi en ajoutant, après l'alinéa 3, l'alinéa suivant :

« Pour la région de Lanaudière, sont constitués deux centres intégrés de santé et de services sociaux, lesquels sont issus de la fusion de certains établissements publics et, le cas échéant, de l'agence de la santé et des services sociaux, tel que prévu à cette annexe. »

***Note :**

L'annexe 1 du projet de loi devra aussi être modifiée pour tenir compte de cet amendement.

Reybe

Projet de loi n° 10

**LOI MODIFIANT L'ORGANISATION ET LA GOUVERNANCE DU RÉSEAU DE
LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX NOTAMMENT PAR L'ABOLITION
DES AGENCES RÉGIONALES**

AMENDEMENT

Article 4

Modifier l'article 4 :

Modifier l'article 4 du projet de loi en ajoutant, après l'alinéa 3, l'alinéa suivant :

« Pour la région des Laurentides, sont constitués deux centres intégrés de santé et de services sociaux, lesquels sont issus de la fusion de certains établissements publics et, le cas échéant, de l'agence de la santé et des services sociaux, tel que prévu à cette annexe. »

***Note :**

L'annexe 1 du projet de loi devra aussi être modifiée pour tenir compte de cet amendement.

*regité
Ch*

Projet de loi n° 10

LOI MODIFIANT L'ORGANISATION ET LA GOUVERNANCE DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX NOTAMMENT PAR L'ABOLITION DES AGENCES RÉGIONALES

AMENDEMENT

Article 25.1

Insérer, après l'article 25 du projet de loi, le suivant :

« **25.1** Que la répartition des budgets aux établissements de santé et services sociaux soient effectuées en deux catégories distinctes, soit avec l'enveloppe santé et l'enveloppe services sociaux.

Que l'enveloppe santé regroupe les programmes-services suivants : santé publique, services généraux – activités cliniques et soutien à l'autonomie des personnes âgées.

Que l'enveloppe des services sociaux regroupe les programmes-services suivants : déficience physique, déficience intellectuelle et troubles envahissants du développement, jeunes en difficulté, dépendances et santé mentale.

Sauf sur autorisation du ministre, la permutation des budgets entre ces deux enveloppes n'est pas possible.

Que cette répartition entre en vigueur le 1er avril (date à déterminer). »

*Revue
CR*

Projet de loi n° 10

**LOI MODIFIANT L'ORGANISATION ET LA GOUVERNANCE DU RÉSEAU DE
LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX NOTAMMENT PAR L'ABOLITION
DES AGENCES RÉGIONALES**

**CHAPITRE V
FONCTIONS ET POUVOIRS PARTICULIERS DU MINISTRE**

AMENDEMENT

Article 138.1

Insérer, après l'article 138 du projet de loi, le suivant :

« Le ministre de la Santé et des Services sociaux doit, dans les douze mois après l'entrée en vigueur de la loi, demander au gouvernement de confier un mandat spécifique au Vérificateur général du Québec.

Le Vérificateur général du Québec formera un comité de vigilance afin d'examiner la mise en œuvre et l'application de la loi.

Le Vérificateur général du Québec aura comme mandat spécifique d'analyser le déploiement administratif de la réforme, notamment des impacts sur les ressources financières, humaines et la réduction de la paperasse administrative.

Le Vérificateur général devra dans les douze mois suivant sa formation, déposer un rapport à l'Assemblée nationale. Ce rapport doit être étudié lors d'une séance publique de la Commission de la santé et des services sociaux. »

*revisé
CK*

Projet de loi n° 10

**LOI MODIFIANT L'ORGANISATION ET LA GOUVERNANCE DU RÉSEAU DE
LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX NOTAMMENT PAR L'ABOLITION
DES AGENCES RÉGIONALES**

CHAPITRE V
FONCTIONS ET POUVOIRS PARTICULIERS DU MINISTRE

AMENDEMENT

Article 138.2

Insérer, après l'article 138.1 du projet de loi, le suivant :

« Le ministre de la Santé et des Services sociaux doit, dans le premier mois après l'entrée en vigueur de la loi, déposer à l'Assemblée nationale un plan pour l'intégration des systèmes d'information des futurs établissements de santé et de services sociaux.

Ce plan devra notamment recenser les établissements concernés et le nombre de systèmes à intégrer, identifier un responsable d'un organisme garant des opérations de l'intégration, inclure un calendrier du déploiement, établir les budgets d'investissements nécessaires et identifier les secteurs d'activités visés.

Le responsable de l'organisme devra dans les douze mois suivant sa nomination, déposer un rapport d'étape à l'Assemblée nationale. Ce rapport doit être étudié lors d'une séance publique de la Commission de la santé et des services sociaux. »

*rejeté
CJ*

Projet de loi n° 10

**LOI MODIFIANT L'ORGANISATION ET LA GOUVERNANCE DU RÉSEAU DE
LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX NOTAMMENT PAR L'ABOLITION
DES AGENCES RÉGIONALES**

CHAPITRE V
FONCTIONS ET POUVOIRS PARTICULIERS DU MINISTRE

AMENDEMENT

Article 138.3

Insérer, après l'article 138.2 du projet de loi, le suivant

« Le ministre de la Santé et des Services sociaux doit, dans le premier mois après l'entrée en vigueur de la loi, déposer à l'Assemblée nationale des objectifs et des indicateurs de performance pour mesurer l'implantation de la réforme et de ses effets.

Ces indicateurs devront notamment inclure un taux d'encadrement optimal du personnel, de la réduction du personnel administratif, de la paperasse administrative, des économies découlant du projet de loi, de la réduction du temps d'attente ambulatoire et sur civière à l'urgence, de la réduction du temps d'attente moyen pour l'accès à différents types de chirurgie et du nombre de patients qui quittent les urgences sans voir de médecin.

Le ministre doit dans les vingt-quatre mois après l'entrée en vigueur de la loi, déposer un rapport sur le suivi des indicateurs à l'Assemblée nationale. Ce rapport doit être étudié lors d'une séance publique de la Commission de la santé et des services sociaux. »

*Reçue
CK*

Projet de loi No 10

LOI MODIFIANT L'ORGANISATION ET LA GOUVERNANCE DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX NOTAMMENT PAR L'ABOLITION DES AGENCES RÉGIONALES

AMENDEMENT

Article 90

Remplacer les mots « établissements quant à leur gestion et à l'octroi des subventions aux organismes communautaires et aux ressources privées agréées » par « centres intégrés de santé et de services sociaux, aux établissements non fusionnés et aux ressources privées agréées quant à leur gestion. Ces règles doivent prévoir une comptabilité par programme-service. ».

Supprimer le second alinéa.

*rezité
Cf*

Projet de loi No 10

**LOI MODIFIANT L'ORGANISATION ET LA GOUVERNANCE DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES
SOCIAUX NOTAMMENT PAR L'ABOLITION DES AGENCES RÉGIONALES**

AMENDEMENT

Article 90.1

Ajouter, après l'article 90, l'article suivant :

« **90.1.** Le ministre établit annuellement des règles budgétaires particulières applicables aux centres intégrés de santé et de services sociaux quant à l'octroi des subventions aux organismes communautaires. Ces règles ne dépendent pas des programmes-services. ».

*rejili
cs*

Projet de loi No 10

LOI MODIFIANT L'ORGANISATION ET LA GOUVERNANCE DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX NOTAMMENT PAR L'ABOLITION DES AGENCES RÉGIONALES

AMENDEMENT

Article 131

Ajouter, après l'article 131, l'article suivant :

« **131.1.** Le comité consultatif est responsable notamment envers le conseil d'administration :

- 1° de faire des recommandations quant à l'amélioration de la santé et du bien-être de la population;
- 2° de faire des recommandations quant à la mise en place de différents modes de consultation de la population sur les enjeux de santé et de bien-être;
- 3° de faire des recommandations sur les moyens à mettre en place pour améliorer la satisfaction de la population à l'égard des services de santé et des services sociaux disponibles et pour mieux répondre aux besoins en matière d'organisation de tels services;
- 4° de faire des recommandations quant à la mise en place et à l'efficacité de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux permettant d'assurer de façon continue, à la population du territoire de ce réseau, l'accès à une large gamme de services de santé et de services sociaux généraux, spécialisés et surspécialisés incluant des services de prévention;
- 5° de faire des recommandations quant à la coordination des services offerts par les intervenants des réseaux locaux de services de santé et de services sociaux;
- 6° de faire des recommandations quant au projet clinique et organisationnel de l'établissement;
- 7° de faire toute recommandation sur toute question relevant du conseil d'administration de l'établissement. ».

*Rezult
CF*

Projet de loi No 10

**LOI MODIFIANT L'ORGANISATION ET LA GOUVERNANCE DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES
SOCIAUX NOTAMMENT PAR L'ABOLITION DES AGENCES RÉGIONALES**

AMENDEMENT

Article 161

Supprimer le second alinéa.

*rejeté
CF*